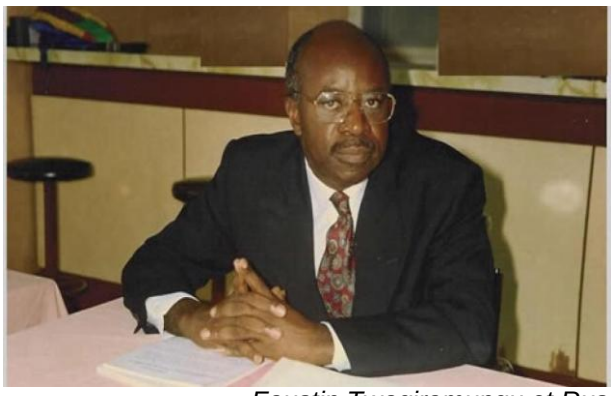
À Bruxelles, des mouvements rwandais d'opposition étendent leur union

Par RFI Publié le 19-06-2019



Faustin Twagiramungu et Rusesabagina (Photos Internet)

Le Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD) présidé par Paul Rusesabagina (resté célèbre pour son action à l'hôtel Mille Collines lors du génocide) a signé ce mardi un accord avec l'ancien Premier ministre (1994-1995) Faustin Twagiramungu. Son parti, le RDI (Rwanda Dream Initiative) - Rwanda Rwiza, devient donc membre du MRCD, une plate-forme fondée par le Parti pour la démocratie au Rwanda de Paul Rusesabagina et par le Conseil national pour le renouveau et la démocratie formé de Rwandais réfugiés au Congo (RDC). Ils qualifient le parti de Paul Kagame, le FPR, de dictature et estiment qu'il faut « forcer le dialogue » avec le pouvoir.

Avec notre bureau de Bruxelles,

Les signataires de l'accord survenu mardi avec le ralliement du RDI-Rwanda Rwiza espèrent déclencher un effet d'entraînement pour fédérer l'opposition rwandaise.

« *J'ai bien fait appel à d'autres partis politiques,* dit l'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, président du RDI. *Ces gens-là, on peut travailler avec eux. On ne peut pas vaincre Kagame en ordre dispersé vous comprenez. J'imagine que cette union va faire un nouveau mouvement d'unité.* »

Callixte Nsabimana dit « Sankara », actuellement détenu à Kigali, est l'un des vice-présidents de cette plateforme d'opposition et cette réunion bruxelloise a aussi été l'occasion pour Paul Rusesabagina d'attirer l'attention sur sa situation : « *Je voudrais faire appel à la communauté internationale pour qu'elle intervienne, pour qu'elle supervise son emprisonnement et sa justice. C'est une parodie de justice. Avez-vous jamais vu une justice qui se fait sur les réseaux sociaux ? Alors c'est qu'il y a quelque chose que le gouvernement rwandais est en train de manigancer.* »

Les partis fédérés dans le Mouvement rwandais pour le changement démocratique ne désirent pas cautionner les actions armées ou la violence politique, mais estiment que le régime en place au Rwanda ne laisse d'autre choix que l'union de la totalité des forces d'opposition, quelles qu'elles soient.